

PRÉFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT
Réf. D.A.G.E./3 - FF

lex.
Honnecourt
STB
MATERIAUX

ARRETE PREFECTORAL complémentaire portant
report de la date de remise en état et fixant le
montant de référence de la garantie financière pour
la carrière de sable exploitée par la SA STB
MATERIAUX à HONNECOURT SUR ESCAUT

LE PREFET DE LA REGION NORD-PAS-DE-
CALAIS, PREFET DU NORD,
OFFICIER DANS L'ORDRE, DE LA LEGION
D'HONNEUR,
COMMANDEUR DANS L'ORDRE NATIONAL DU
MERITE

Vu le Code de l'Environnement ;

Vu le Code Minier,

Vu la loi n° 93-3 du 4 janvier 1993 relative aux carrières et ses décrets d'application n° 94-484, 94-485, 94-486 du 9 juin 1994,

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié le 16 janvier 2002, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article 34,

Vu la nomenclature des installations classées modifiée le 30 avril 2002,

Vu le courrier de la SA STB MATERIAUX en date du 29 septembre 2004 demandant le report de la remise en état de la carrière de sable d'Honnecourt sur Escaut et la fixation d'un montant de référence de garantie financière ;

Vu le rapport de Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du 8 novembre 2004 ;

Vu l'avis de la Commission Départementale des Carrières dans sa séance du 20 juin 2005

Sur la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord

ARRÊTE

Article 1 - OBJET

La S.A. STB MATERIAUX, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé 2A, rue Emile Basly - BP 12 DON - 59536 WAVRIN CEDEX, est tenue pour l'achèvement de la remise en état de la carrière de sable d'Ostricourt située au lieu-dit "Marché de Rancourt" à Honnecourt-sur-Escaut, de respecter les prescriptions complémentaires du présent arrêté, qui reportent la date limite de remise en état au 31 mai 2007 et fixent le montant de référence de la garantie financière de remise en état.

Les prescriptions complémentaires du présent arrêté, modifient et complètent celles de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 juin 1999.

Article 2 - DATE LIMITE DE REMISE EN ETAT

2.1. - La date du "14 juin 2004" qui figure à la fin du dernier alinéa du paragraphe 2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 juin 1999 est remplacée par "31 mai 2007".

2.2. - Le 1^{er} alinéa du paragraphe 8.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 juin 1999 est annulé et remplacé par les dispositions suivantes :

"Sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter, la remise en état finale du site affecté par l'exploitation doit être achevée au plus tard pour le 31 mai 2007".

Article 3 - ZONE A REMETTRE EN ETAT

L'annexe 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 juin 1999 est remplacée par l'annexe 2 du présent arrêté qui indique la zone qui reste à remettre en état au 1^{er} octobre 2004.

Article 4 - GARANTIE FINANCIERE

Les paragraphes 10.1 à 10.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 juin 1999 sont annulés et remplacés par les dispositions des nouveaux paragraphes 10.1 à 10.6 suivants :

"10.1 - Montant

La durée des travaux nécessaires pour l'achèvement de la remise en état, inférieure à 5 ans, s'achève le 31 mai 2007.

A cette période unique correspond un montant de garantie financière permettant la remise en état maximale au sein de cette période.

Le plan en annexe 2 indique la surface restant à remettre en état au 1^{er} octobre 2004 et celui en annexe 3 l'état final du site au 31 mai 2007.

Le montant TTC de la garantie financière permettant d'assurer la remise en état des installations autorisées est de :

Période considérée à compter de la date de notification du présent arrêté	Montant de référence de la garantie financière TTC en Euros et index de référence	Surfaces remises en état pour la période considérée	
		Au début	A la fin
Jusqu'au 31 mai 2007	$C_R = 58\,628$ Euros Index = 506,4 (mai 2004) Index ₀ = 416,2 (février 1998)	2,13 ha	4 ha

10.2 - Acte de cautionnement

L'original du document établissant la constitution du montant de la garantie financière, délivré par un établissement de crédit ou une entreprise d'assurance selon le modèle défini par l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1996 modifié, doit parvenir au Préfet dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

10.3 - Actualisation

Le montant de la garantie financière est actualisé selon la formule définie par l'annexe III de l'arrêté ministériel du 9 février 2004, avec $Index_R$ = indice TP01 mai 2004 utilisé pour l'établissement du montant de référence de la garantie financière fixée par le présent arrêté soit 506,4.

Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de cet indice sur une période inférieure à celle mentionnée au paragraphe 10.1 ci-dessus, le montant de la garantie financière doit être actualisé dans les six mois suivant cette augmentation.

L'actualisation de la garantie financière relève de l'initiative de l'exploitant.

Toute modification des conditions de remise en état conduisant à une augmentation du montant de la garantie financière doit être subordonnée à la constitution d'une nouvelle garantie.

10.4 - Absence

L'absence de garantie financière entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L 514-1-I du Code de l'Environnement.

Pendant la durée de la suspension de fonctionnement, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

10.5 - Appel

Le Préfet fait appel à la garantie financière :

- soit en cas de non respect des prescriptions applicables à cette exploitation de carrière en matière de remise en état, après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme aux prescriptions du présent arrêté.

10.6 - Remise en état non conforme

Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue après mise en demeure un délit conformément aux dispositions de l'article L 514-11 du Code de l'Environnement."

Article 5 - PUBLICITE

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant. Une copie est déposée à la Mairie d'Honnecourt-sur-Escaut pour y être consultée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la Mairie d'Honnecourt-sur-Escaut ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du Maire d'Honnecourt-sur-Escaut.

Le même extrait est affiché en permanence, de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Un avis est inséré, par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Article 6 - VOIES DE RECOURS (article L 514-6)

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours :

- devant le Tribunal Administratif de Lille par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai de quatre ans à compter de sa date de publication ou d'affichage ;
- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 7 - EXECUTION

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord, Monsieur le Maire d'Honnecourt-sur-Escaut, Monsieur l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont l'ampliation sera adressée à Monsieur le Sous-Préfet de Cambrai, Monsieur le Maire d'Honnecourt-sur-escaut, Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement.

Fait à LILLE, le 22 juillet 2005

LE PREFET,
Le Secrétaire général adjoint,

Jules-Armand ANIAMBOSSOU

Pour ampliation
P/le chef de bureau délégué

Fabrice FALLVY

